

L'ONU tire de nouveau la sonnette d'alarme sur le Burundi

RFI, 08-03-2017 Burundi : l'alarmant rapport du conseiller spécial de l'ONU sur les génocides Le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide, Adama Dieng [photo], tire de nouveau la sonnette d'alarme sur le Burundi. Dans une lettre écrite récemment aux membres du Conseil de sécurité et parvenue à RFI, il met en garde contre les risques de violences «massives» si rien n'est fait dans ce pays qui traverse une grave crise née de la décision du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat il y a bientôt deux ans.

Il en appelle donc au Conseil de sécurité qu'il invite à prendre des mesures afin d'éviter le pire. Des mesures qui semblent viser le pouvoir burundais même si cela n'est pas dit explicitement. Adama Dieng estime que « les perspectives de paix, de sécurité et de réconciliation au Burundi ont diminué » depuis novembre 2015, lorsqu'il s'était adressé au Conseil de sécurité de l'ONU pour la dernière fois sur ce cas. Son ton alarmant semble prendre à contre-pied celui de certains experts qui estiment que le conflit burundais est « de faible intensité ». Le gouvernement burundais, lui, assure qu'il n'y a plus de crise dans ce pays. Mais pour le conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide, cela ne doit pas occulter aux yeux de la communauté internationale les nombreux indicateurs qui montrent que le Burundi court aujourd'hui le risque de violences de masse. Des faits qu'il détaille dans des annexes à sa lettre : un dialogue de sortie de crise en panne, le retrait de la CPI, des restrictions qui frappent désormais les organisations internationales et locales, des discours de haine de la part de certaines autorités. Avant d'enfoncer le clou en parlant des « violations des droits humains et des abus perpétrés par des éléments des services secrets, de la police, de l'armée et des Imbonerakure », la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice. « Mesures énergiques » Autre sujet qui fâche, le pouvoir burundais envisage de lever le verrou constitutionnel des deux mandats présidentiels et il vient de mettre en place une commission chargée de proposer une révision de la Constitution. Adama Dieng met en garde contre une décision qui ramène au premier plan l'origine de la crise actuelle et qui risque de déstabiliser encore « un peu plus » ce pays. Il appelle donc le Conseil de sécurité à prendre, sans les détailler, « des mesures énergiques » pour mettre fin à cette crise, et il se dit prêt à rencontrer ses membres pour en discuter.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});